



Gilets jaunes, peurs vues d'ailleurs*

Depuis bientôt trois mois, le mouvement des gilets jaunes occupe l'actualité française. Né essentiellement sur les réseaux sociaux, il a pris de l'importance sans véritablement disposer de colonne vertébrale, sans reposer sur un corps intermédiaire comme c'est souvent le cas en France. Sa principale caractéristique est son rejet des élites, des politiques, de ces structures qui jusque-là ont composé l'architecture étatique française. Ce rejet est bien souvent résumé par les commentateurs comme une fracture profonde de la société française, souvent ramenée à la fracture ville-province.

Ces éléments – absence de leader, rejet, frustration – ont d'emblée rendu difficile, mais d'autant plus nécessaire, une couverture médiatique équilibrée, apte à faire preuve d'empathie, mais aussi à nourrir une distance critique pour tenter de rapporter ce séisme qui secoue la France, et dont les raisons profondes précèdent sans doute de plusieurs décennies l'ère Macron. Bien sûr, au-delà de la misère sociale, il y a des signes de poujadisme, des cris de dégoût de personnes qui se sentent dépassées par la globalisation ambiante, qui même sans souci de revenu ont surtout très peur de perdre certains acquis. Le rôle des médias est lui aussi fortement remis en question. Les supports traditionnels sont souvent ressentis par les manifestants comme représentants du pouvoir politique ou économique. On a très vite senti une méfiance face à la télévision et l'argument "TV étrangère" n'est pas réellement un garde-fou. Les gilets jaunes privilégient le témoignage brut, face à la caméra, sans réplique, souvent diffusé tel quel sur les réseaux sociaux. Cette attitude signifie un rejet du rôle de contre-champ d'ordinaire affilié au journaliste. Ces trois mois surprennent peut-être d'autant plus le regard d'un-e citoyen-ne suisse, guère habituée à un tel rapport avec la chose publique et le politique, mais qui parfois, il faut bien l'avouer, jalouse (ou critique) cet esprit "revendicateur" ou "révolutionnaire" du citoyen français, privé d'autre moyen expression ou de choix politique. Nous sommes très souvent pris à parti comme pays "modèle" en raison de sa démocratie directe, de son système d'initiative et de référendum. Car l'une des exigences majeures des gilets jaunes est le RIC (référendum d'initiative citoyen). Or, plusieurs fois, en évoquant la structure fédéraliste et le discours politique consensuel qui accompagnent en Suisse ces modes de scrutin, on remarque que le décalage est encore grand. La démocratie représentative a besoin de temps et de garde-fous.

Quoi qu'il en soit, ce qui se passe est sans doute historique. Toute prévision pour les futurs mois serait hasardeuse, voire dangereuse, mais il est possible, en se montrant optimiste, de se réjouir d'une interrogation saine de la structure politique en France, d'une remise en question des inégalités sociétales évidentes. Tout dépend désormais de l'honnêteté de chaque partie dans leur engagement pour une re-construction sociale pacifique. Nous verrons déjà ce qu'apportent les grands débats.

Anne Fournier

Correspondante RTS à Paris

*Extraits de la conférence donnée par Anne Fournier au GEHP le 21 janvier 2019.